

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS

NIGER	1 an -	25.000 FCFA
	6 mois -	12.500 FCFA
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA
	6 mois -	19.000 FCFA

VENTE AU NUMERO

Année courante Année antérieure

NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA

MODALITES DE PAIEMENT

Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance.

Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire.

Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie.

INSERTION

Trois mille (3.000) francs CFA la ligne.

Un minimum de perception de 30.000 FCFA par annonce sera appliqué pour les insertions.

Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :

**JOURNAL OFFICIEL
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER**

B.P. 116 NIAMEY

Téléphone : **20.72.39.30 / 20.72.20.59**
20.20.3255 / 20.20.3313.

SPECIAL N° 16

Cette édition spéciale comprend trois (3) cahiers
Premier cahier

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Premier cahier

Exposé des motifs du projet d'ordonnance portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2011	1026
Loi n° 2011-07 du 08 juin 2011 , portant première rectification de l'ordonnance n° 2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2011	1030
Annexe I : Détail prévisions des recettes LFR1 2011 (en francs CFA)	1036
♦ Titre 0 : Recettes du budget de l'Etat	1036
Annexe II : Détail dépenses de l'Etat LFR1 2011 (en francs CFA)	1039
♦ Titre 1 : Amortissements des charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures	1039
♦ Titre 2 : Dépenses de personnel	1041

Deuxième cahier

♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	1050
--	------

Troisième cahier

♦ Titre 4 : Subvention et autres transferts courants	1306
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	1339
Annexe IV : Comptes spéciaux du trésor LFR1 2011 (en milliers francs CFA)	1430
♦ Titre 7 : Détail des recettes	1430
♦ Titre 7 : Détail des dépenses	1431

EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT PREMIÈRE RECTIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2011-01 DU 06 JANVIER 2011. PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2011

Le projet de loi portant rectification de la Loi de finances 2011 ramène le budget de l'Etat à un montant total équilibré en recettes et dépenses de 933,042 milliards de francs CFA, contre 1.006,656 milliards de francs CFA dans la Loi de finances initiale, soit une diminution de 7,31%.

I. CONTEXTE

Par ordonnance n° 2011-01 du 06 janvier 2011, la Loi de finances initiale 2011 a été adoptée pour des prévisions équilibrées en recettes et en dépenses à un montant de 1006,656 milliards. Ce budget 2011 a été préparé en prélude à l'installation des nouvelles autorités qui seront issues des scrutins libres et transparents.

A l'issue d'une Transition démocratique et d'élections libres, transparentes et acceptées par tous, le Niger s'est doté de nouvelles institutions démocratiquement élues. De ce nouveau contexte, découle la nécessité de prendre en considération les engagements pris par le Président de la République et d'effectuer des ajustements des crédits budgétaires pour tenir compte de la configuration des pouvoirs d'Etat dont la prise en compte des charges de fonctionnement doit se faire par une **Loi de finances rectificative**.

En outre, il est nécessaire de faire un réexamen des recettes prévues initialement du fait : (1) du retard pris dans la mise en œuvre de certaines mesures administratives en matière fiscale, (2) de l'incertitude qui plane sur l'effectivité de la mobilisation des recettes attendues suite à la vente à un opérateur privé de la licence d'exploitation de la SONITEL et (3) de la capacité administrative d'absorption des fonds extérieurs.

Par ailleurs, la reprise de la coopération financière, a engendré des recettes additionnelles qui doivent être constatées au budget de l'Etat.

La présente rectification de la Loi de finances 2011 s'inscrit dans le cadre du respect strict des orientations ci-après :

- la consolidation des institutions de la République ;
- la sécurité intérieure et extérieure du pays ;
- l'initiative « 3N » les Nigériens Nourissent les Nigériens ;
- l'éducation : avec l'objectif de l'école obligatoire et gratuite pour tous, ainsi que le renforcement de la formation professionnelle et technique ;
- la santé en vue d'assurer la couverture universelle des besoins des populations en santé ;
- l'équipement du pays en infrastructures énergétiques et de communication ;
- l'eau pour un accès universel à l'eau potable ;
- la création d'emplois au profit des jeunes.

Ainsi, l'élaboration du présent collectif budgétaire reflète la volonté des autorités à prendre en compte les priorités ci-dessus à travers :

- **pour la consolidation des institutions de la République** : l'inscription des crédits budgétaires à l'Assemblée nationale, au Conseil économique et social ainsi qu'à toutes les autres structures consacrées ;

- **concernant la sécurité intérieure et extérieure du pays** : le maintien de l'essentiel des importants crédits prévus dans le cadre du Fonds d'interventions prioritaires (FIP) ;

- **s'agissant de l'initiative « 3N » les Nigériens Nourissent les Nigériens** : la reconduction intégrale des crédits dédiés aux secteurs concernés pour permettre aux services compétents de pouvoir engager les actions concrètes pour préparer la campagne agricole 2011 ;

- en outre, des crédits supplémentaires de 875 millions sont inscrits pour permettre d'honorer la contre partie de l'Etat dans le cadre du financement des travaux de construction du Barrage de Kandadji. Les crédits relatifs à la constitution des stocks de sécurité alimentaire n'ont pas été modifiés ;

- **relativement à l'éducation, avec l'objectif de l'école obligatoire et gratuite pour tous, ainsi que le renforcement de la formation professionnelle et technique** : le maintien et l'augmentation des crédits budgétaires nécessaires (1) à la bonne tenue des examens de fin d'année, (2) au retour à la sérénité à l'Université, (3) à l'assurance d'une bonne rentrée scolaire et universitaire 2011-2012, (4) à la construction de 2.500 classes et (5) à la mise en formation et/ou recyclage de plusieurs enseignants ;

- **concernant la santé, en vue d'assurer la couverture universelle des besoins des populations en santé** : la conservation de l'intégralité des crédits budgétaires pour permettre d'assurer : (1) la prise en charge de la santé de la femme et de l'enfant (grâce aux importants crédits relatifs au remboursement des factures de la gratuité des soins), (2) l'approvisionnement des centres de santé en médicaments et anti retro viraux, (3) la construction de nouveaux centres de santé, (4) les études préalables à la construction d'hôpital national à Maradi, (5) le programme d'équipements de infrastructures sanitaires, (6) la prise en compte du recrutement de 450 médecins et 1.158 paramédicaux et (7) le parachèvement du Centre national d'accueil des enfants en situation vulnérable de Maradi ;

- **s'agissant de l'équipement du pays en infrastructures énergétiques et de communication** : les crédits dédiés au « Fonds d'études » n'ont pas connu de réduction afin de permettre, entre autres, d'enclencher le processus de résolution de la disponibilité de l'énergie électrique et une bonne couverture en communication du pays à faible coût et de qualité. En plus, les crédits relatifs aux charges de location du signal satellitaire n'ont pas été modifiés ;

- **relativement à l'eau pour un accès universel à l'eau potable** : le maintien du niveau initial des crédits destinés à la réalisation de plusieurs forages au titre de cette année. De même, il a été opéré, au sein du secteur, à un réaménagement de crédits pour permettre d'inscrire les allocations de crédits de l'année 2011 liée à la loi de programmation des eaux et forêts ;

- **par rapport à la création d'emplois au profit des jeunes** : le recrutement de 3.000 diplômés au titre de cette année 2011 dans les secteurs de la médecine, de l'agriculture, de l'élevage, des régies financières et de l'éducation.

Par ailleurs, le collectif budgétaire 2011 est basé sur les préoccupations suivantes :

1. assurer le paiement des dépenses incompressibles tels que les salaires et accessoires, la dette publique, et les contreparties des projets ;
2. préserver les priorités sectorielles du Gouvernement, notamment l'éducation, la santé, le développement rural, les régies financières, la sécurité publique, la sécurité alimentaire ;
3. réserver les concours extérieurs aux investissements ;
4. réduire considérablement la part des Aides non remboursables (ANR) en comparaison avec le niveau inscrit dans la Loi de finances initiale ;
5. renforcer la mobilisation des recettes publiques pour un meilleur rendement ;
6. sécuriser les fonds publics à travers une maîtrise des dépenses, un apurement adéquat des arriérés intérieurs ;

7. garantir le respect des engagements pris dans le cadre de l'harmonisation des finances publiques et vis-à-vis des Partenaires techniques et financiers ;

8. renforcer la transparence dans le respect des engagements souscrits avec les différents Partenaires techniques et financiers.

II. PRINCIPAUX AJUSTEMENTS

Les ajustements contenus dans la **Loi de finances rectificative** concernent aussi bien les ressources que les emplois.

A] Ressources

L'enveloppe globale des ressources est estimée à 933,042 milliards de francs CFA, contre 1.006,656 milliards de francs CFA dans la Loi de finances initiale, soit une diminution en valeur absolue de 73,614 milliards de francs CFA et en valeur relative de 7,31%.

La diminution des ressources résulte de la prise en compte des éléments ci-après :

- la nécessité du réajustement des prévisions fiscales et
- l'annulation des ressources aléatoires.

Malgré cette réduction des recettes, il a été constaté l'inscription de nouvelles ressources grâce, entre autres, à la prise en compte :

- de l'amélioration des ressources internes notamment les recettes non fiscales,
- des nouveaux appuis budgétaires attendus de plusieurs partenaires au développement aussi bien bilatéraux que multilatéraux,
- d'une offensive diplomatique devant permettre au pays de se procurer les fonds complémentaires nécessaires à la réalisation du programme du Président de la République.

Les ressources du budget 2011, ainsi modifiées, se répartissent par grandes masses comme détaillées dans le tableau qui suit (en milliards de FCFA) :

Tableau portant synthèse des ressources du budget 2011 après rectification

CATÉGORIES DE RESSOURCES	BUDGET INITIAL	BUDGET RECTIFIÉ	VARIATION
Ressources internes	615,756	600,418	-15,338
Recettes fiscales	544,867	553,160	8,293
DGI (y compris exonérations 74,272 milliards)	348,742	332,035	-16,707
DGD (y compris exonérations 75 milliards)	196,125	221,125	25,000
Total hors exonérations = 447,203 milliards			
Recettes non fiscales	18,536	23,955	5,419
DGI	1,239	1,239	0,000
DGTCP	17,297	22,716	5,419
Recettes exceptionnelles	52,353	23,303	-29,050
PPTE	16,776	16,776	0,000
DGI	0,482	0,482	0,000
CNLDEFF	4,000	5,500	1,500
DGTCP	0,095	0,545	0,450
Vente licence d'exploitation de la SONITEL	31,000	0,000	-31,000
Ressources externes	390,900	332,624	-58,276
ANR	213,525	143,221	-70,304
Emprunts projets	61,066	61,066	0,000
Appuis budgétaires	62,026	80,971	18,945
Banque mondiale	13,750	26,000	0,000
Banque africaine de développement	3,850	11,112	7,262
Union Européenne	27,900	27,900	0,000
Agence française de développement	3,250	0,000	-3,250
Allemagne	2,620	0,000	-2,620
Belgique	0,656	0,000	-0,656
Chine (privé)	10,000	0,000	-10,000
Maroc	0,000	0,240	0,240
Turquie	0,000	0,019	0,019
AREVA	0,000	10,000	10,000
Chine	0,000	5,700	5,700
Emprunts programme	24,750	17,833	-6,917
Fonds monétaire international	7,200	7,200	0,000
Banque mondiale	13,750	0,000	-13,750
Banque africaine de développement	3,800	10,633	6,833
Autres appuis/concours spécifiques	9,383	9,383	0,000
PDDE (Fonds commun)	7,171	7,171	0,000
Secteur rural (Danemark)	2,212	2,212	0,000
Dettes rétrocédées	20,150	20,150	0,000
Total ressources	1.006,656	933,042	-73,614

Il ressort de ce tableau ce qui suit :

1. Ressources internes

Les ressources internes s'élèvent à 600.418 milliards F CFA réparties en : recettes fiscales pour 553.160 milliards; recettes non fiscales pour 23.955 milliards ; et recettes exceptionnelles pour 23.303 milliards.

Les recettes fiscales augmentent globalement de 8,293 milliards, malgré une diminution de recettes constatée à la Direction générale des impôts de l'ordre 16,707 milliards. Cette augmentation résulte d'une réévaluation des exonérations de la Direction générale des douanes (DGD) pour un montant de 25 milliards.

Les recettes non fiscales connaissent une hausse de 5,419 milliards, résultant (1) d'une augmentation des dividendes de 2 milliards que la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) envisage de recouvrer et (2) le tirage BCEAO pour 3,419 milliards.

Les recettes exceptionnelles diminuent globalement de 29,050 milliards, en dépit de l'augmentation de 0,450 milliards de recettes à recouvrer sur le Pèlerinage et 1,500 milliards sur les recettes en provenance de la Commission de lutte contre la délinquance économique, financière et fiscale. La perte significative de recettes exceptionnelles est due à la suppression des recettes aléatoires relativement aux 31 milliards qui étaient escomptés de la vente de la licence d'exploitation de la SONITEL.

2. Ressources extérieures

Les ressources externes, estimées à 332,624 milliards, incluent : (1) les Aides non remboursables (ANR) pour 143.221 milliards, (2) les emprunts projets pour 61,066 milliards, (3) les appuis budgétaires pour 80,971 milliards, (4) les emprunts programmes pour 17.833 milliards, (5) les autres appuis et concours spécifiques pour 9.383 milliards et (6) les dettes rattachées pour 20.150 milliards.

Les Aides non remboursables (ANR), avec un nouveau montant de 143,221 milliards, baissent de 70,304 milliards, par rapport à leur niveau initial (213,525 milliards). En effet, malgré la réduction de 33,33% du montant initial inscrit, des aides ont été enregistrées pour 0,821 milliard dans le cadre d'une convention signée avec l'UEMOA relativement aux études concernant le pont Farié et la route Filingué - Tahoua. La réduction du 1/3 des montants initialement inscrits en ANR est faite en tenant compte de la capacité d'absorption des fonds extérieurs qui n'ont guère dépassé le seuil de 110 milliards au cours des cinq (5) dernières années.

Les emprunts projets sont maintenus à leur niveau initial, soit 61.066 milliards.

Les appuis budgétaires passent de 62,026 milliards à 80,971 milliards, soit une augmentation globale de 18,945 milliards. Cette hausse est la résultante de la combinaison de trois (3) facteurs : (a) le retraitement de certains appuis budgétaires qui ont été considérés initialement comme des emprunts programme, (b) la suppression de l'appui de 10 milliards d'un investisseur chinois, et (c) l'inscription de nouveaux appuis (Maroc, pour 0,240 milliards, la Turquie pour 0,019 milliards, AREVA pour 10 milliards et la Chine pour 5,700 milliards). Il est également enregistré des recettes supplémentaires de 7,262 milliards au niveau de l'appui de la Banque africaine de développement (BAD).

Les emprunts programmes, malgré l'augmentation de l'intervention de la Banque africaine de développement pour 6,833 milliards, affichent une régression de 6,917 milliards du fait du retraitement des fonds attendus de la Banque mondiale (montant considéré initialement comme emprunt programme alors qu'il s'agit d'un appui budgétaire) pour 12,250 milliards.

Les autres appuis spécifiques (le Fonds commun du PDDE et l'appui du Danemark au secteur rural) et les dettes rattachées n'ont pas connu de modification.

B] LES EMPLOIS

Comme pour les ressources, le montant total des emplois est ramené à la somme de 933.042 milliards, contre 1.006,656 milliards, soit une diminution de 73.614 milliards.

Le niveau des dépenses s'explique par la réduction et/ou la suppression des crédits destinés à certaines activités dont la réalisation au cours de cette année paraît incertaine et la nécessité de pouvoir disposer de crédits pour supporter le coût induit par la non application du prix réel des hydrocarbures.

Ainsi, par titre, il a été opéré des mouvements de crédits ci-après :

1. dette publique :	- 1,797 milliard,
2. dépenses de personnel :	0 milliard,
3. dépenses de fonctionnement :	+ 1,531 milliard,
4. subventions et transferts :	+ 38,778 milliards,
5. dépenses d'investissement :	- 112,125 milliards.

Globalement, le budget 2011 enregistre une baisse de 73.614 milliards. Toutefois, il faut remarquer que cette diminution des crédits ne concerne pas les dotations inscrites (sur fonds internes) dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Le tableau qui suit donne le détail par grandes masses des dépenses du budget 2011 après cette première rectification, (en milliards de FCFA) :

Tableau portant synthèse des dépenses du budget 2011 après rectification

Titre budgétaire	LF I 2011	LF R 2011	Variation
Titre 1 : Dette publique	57,031	55,234	-1,797
Titre 2 : Dépenses de personnel	122,618	122,618	0,000
Titre 3: Dépenses de fonctionnement	95,096	96,628	+1,531
Titre 4 : Subventions et transferts	274,419	313,195	+38,778
Titre 5 : Investissements	457,492	345,367	-112,125
Total dépenses	1.006,656	933,042	-73,614

Par nature des dépenses, les ajustements apportés par la présente **Loi de finances rectificative** se présentent comme suit :

1. Dette publique

Les crédits destinés au remboursement de la dette publique ont été réduits pour dégager, d'une part, des montants inscrits à tort au titre du remboursement de principal et d'intérêts à la BCEAO, et, d'autre part, une dette vis-à-vis de ANTEA alors que la dernière échéance a été payée l'année passée. Ce sont au total, des crédits de 1,797 milliards qui ont été annulés.

2. Dépenses de personnel

Le niveau initial des crédits budgétaires dédiés aux dépenses de personnel reste inchangé, soit 122,618 milliards.

Toutefois, des réaménagements de crédits ont été opérés pour tenir compte : (1) du recrutement de 3.000 diplômés dont 1.608 agents de santé, (2) des traitements et salaires du personnel administratif de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social et (3) de la révision des statuts autonomes de la Garde nationale, de la Police nationale, des agents des Eaux et forêts ainsi que des agents des Douanes.

3. Dépenses de fonctionnement courant

Les crédits relatifs aux dépenses de fonctionnement ont augmenté de 1,531 milliards le portant ainsi à 96,628 milliards. Les augmentations sont faites dans l'optique de la prise en compte des structures n'ayant pas bénéficié d'inscriptions dans la Loi de finances initiale.

En marge de cette hausse globale, des ajustements de crédits ont été effectués à la demande de certains services pour permettre une utilisation judicieuse des moyens mis à leur disposition pour garantir le service public.

En outre, des nouveaux crédits ont été consacrés : (1) à certaines structures n'ayant pas connu d'allocations budgétaires dans la Loi de finances initiale 2011 (l'Assemblée nationale, le Conseil économique et social), (2) aux études nécessaires à la construction de l'hôpital de Maradi pour 0,300 milliard, (3) à la finalisation du processus électoral pour 1,000 milliard, (4) aux besoins des nouveaux cabinets ministériels créés, (5) à la finalisation des travaux de construction du Centre d'accueil des enfants en situation de vulnérabilité de Maradi, et (6) aux créations de rubriques budgétaires formulées par certaines administrations.

3. Dépenses de subventions et transferts

Malgré des annulations de crédits, les subventions et transferts passent de 274,4197 milliards à 313,195 milliards, soit une hausse de 38,778 milliards. Cette importante augmentation s'explique par l'inscription de crédits au profit d'institutions non prises en compte au titre de la Loi de finances initiale (Assemblée nationale et CESOC) pour 1,030 milliards ainsi que l'inscription de crédits supplémentaires relativement : (1) à la subvention sur le prix des hydrocarbures pour 29,200 milliards, (2) aux exonérations accordées par l'Etat pour 25 milliards, (3) au paiement des pensions pour intégrer l'augmentation de 10% pour 1,000 milliard, et l'organisation du Hadj 2011 pour 0,450 milliard.

5. Dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissements sont réévaluées à 345,367 milliards contre 457,492 milliards dans la Loi de finances initiale, soit une baisse de 112,125 milliards. Par type de financement, ces dépenses comprennent entre autre :

5.a Investissements sur ressources propres

Les investissements sur ressources propres baissent ; cette baisse résulte : (1) du redéploiement des crédits d'investissements de certains services, (2) de la réduction des crédits affectés à des acquisitions de moyen de transport, de matériel et mobilier de bureau, ainsi que du matériel informatique, et (3) de la réduction des crédits relatifs à certaines lois de programmation. Toutefois, il faut noter l'inscription de crédits de 3 milliards pour la construction d'un échangeur à Niamey.

5.b Investissements sur ressources extérieures

Les investissements sur ressources extérieures sont réajustés à 206.787 milliards contre 274.591 milliards initialement inscrits. Ces dépenses, qui sont globalement en baisse de 46,776 milliards découlent :

- des projets financés sur les Aides non remboursables (ANR) : qui diminuent de 46,776 milliards sur des prévisions initiales de 213,525 milliards. Il faut retenir que ces dépenses qui ont connu une diminution de 33,33% de leur niveau initial, ont enregistré des apports nouveaux de 0,821 milliards provenant de l'UEMOA ;

- des projets financés sur « Emprunts projets » : qui restent à leur niveau initial, soit 61,066 milliards.

Enfin, au niveau des comptes spéciaux du trésor, le « Fonds d'intervention prioritaire » enregistre une diminution de 3,242 milliards ramenant ainsi les crédits de ce compte à 6,757 milliards et le total des comptes spéciaux du trésor à 25,600 milliards.

C - Récapitulatif par grandes masses de recettes et dépenses

Les grandes masses budgétaires de la Loi de finances rectificative sont récapitulées dans le tableau qui suit (en milliards de FCFA) :

<i>Désignations</i>	<i>Budget initial</i>	<i>Budget rectifié</i>	<i>Variation</i>
Total recettes dont :	1006,656	933,042	-73,614
Ressources internes	615,756	600,418	-15,338
Recettes fiscales	544,867	553,160	8,293
Recettes non fiscales	18,536	23,303	5,419
Recettes exceptionnelles	52,353	23,303	-29,050
Ressources externes	390,900	332,624	-58,276
ANR	213,525	143,221	-70,304
Emprunts projets	61,066	61,066	0,000
Appuis budgétaires	62,026	80,971	18,945
Emprunts programme	24,750	17,833	-6,917
Autres appuis/concours spécifiques	9,383	9,383	0,000
Dettes rattachées	20,150	20,150	0,000
Total dépenses dont :	1006,656	933,042	-73,614
Dettes publiques	57,031	55,234	-1,797
Dépenses de personnel	122,918	122,918	0,000
Dépenses de fonctionnement	95,096	96,628	+1,531
Subventions et transferts	274,419	313,194	38,778
Dépenses d'investissement	457,492	345,367	-112,125

En conclusion, il est important de rappeler que le respect des équilibres budgétaires obtenus à l'issue des travaux de retraitements du budget initial constitue une condition sine qua non pour la réalisation des orientations de base qui ont guidé l'élaboration du présent collectif. Celles-ci sont entre autres : (1) la garantie de la prise en charge des dépenses incompressibles, (2) la préservation des dépenses sectorielles, (3) la réservation des concours extérieurs aux investissements, (4) la réduction considérable de la part des Aides non remboursables (ANR), (5) le renforcement de la mobilisation des recettes publiques, ainsi que (6) la sécurisation des fonds publics à travers une meilleure maîtrise des dépenses.

Une des caractéristiques importantes du présent collectif budgétaire, est que son financement reposera essentiellement sur les recettes internes. A cet égard, un dispositif de suivi de son exécution sera mis en place, sous forme d'un tableau de bord retraçant, à la fin de chaque période sous revue, la situation des finances publiques, particulièrement l'évolution des recettes et des dépenses. Ce tableau de bord des finances publiques permettra de rendre compte du niveau de réalisation de objectifs annuels et infra-annuels des recettes et des dépenses, dont l'évolution peut appeler à des mesures correctives et des prises de décisions pour la mobilisation des ressources internes et la maîtrise des dépenses, si nécessaire.

Enfin, le présent projet de collectif permettra sans nul doute à l'Etat de respecter ses principaux engagements, tant au niveau communautaire que vis-à-vis des Partenaires techniques et financiers.

Telles sont les principales lignes du projet de loi modifiant l'ordonnance n°2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances 2011.

Le ministre des finances

Ouhoumoudou Mahamadou.

Loi n° 2011-07 du 08 juin 2011, portant première rectification de l'ordonnance n° 2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2011

Vu la Constitution du 25 novembre 2010,

Vu la loi n°2003-11 du 1^{er} avril 2003, portant loi organique relative aux Lois de finances,

Vu l'ordonnance n°2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année 2011,

Le Conseil des ministres entendu ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE V : EVALUATION DES RESSOURCES

Article premier : Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2011, des prévisions de recettes inscrites aux articles 12 « Dons projets et legs », 71 « Recettes fiscales » et 76 « Recettes exceptionnelles » pour un montant de **cent trente cinq milliards huit cent quatre vingt millions deux cent quatre vingt treize mille huit cent quatre vingt cinq (135.880.293.885) francs CFA.**

La répartition, par paragraphe, est établie comme suit :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Montants</i>
I-	Dons projets et legs	
0 121 11	Dons et legs	- 70 304 293 885
0 125 30	Aides budgétaires	- 7 055 000 000
	S/total I	- 77 359 293 885
II-	Impôts sur les revenus, le patrimoine, les bénéfices et gains en capital	
0 711 10	Impôt sur les bénéfices (ISB)	- 13 251 000 000
0 715 52	Patente synthétique (PS)	- 1 068 000 000
0 718 10	Redevance statistique à l'exportation (RSE)	- 10 814 000 000
0 719 50	Recettes portuaires	- 2 388 000 000
0 719 30	Vente licence SONITEL	- 31 000 000 000
	S/total II	- 58 521 000 000
	Total annulations de recettes	- 135.880.293.885

Art. 2: Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2011, des prévisions de recettes additionnelles aux articles 16 « Emprunts programmes », 71 « Recettes fiscales », 72 « Recettes non fiscales » et 76 « Recettes exceptionnelles » pour un montant de soixante deux milliards deux cent soixante six millions (62.266.000.000) de francs CFA.

La répartition, par rubrique, est établie comme suit :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulés</i>	<i>Montants</i>
I-	Emprunts programmes	
0 161 20	Ressources PAS (BM)	8 450 000 000
0 161 23	Banque africaine de développement (BAD)	10 633 000 000
	S/total I	19 083 000 000
III-	Droits et taxes à l'importation	
0 717 10	Droits de douane à l'importation (DD)	5 100 000 000
0 717 20	Redevance statistique à l'importation (RSI)	1 000 000 000
0 717 21	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)	18 900 000 000
	S/total II	25 000 000 000
III-	Droits et taxes à l'exportation	
0 718 20	Taxe spéciale de réexportation (TSR)	10 814 000 000
	S/total III	10 814 000 000
IV-	Recettes non fiscales	
0 724 20	Dividendes	2 000 000 000
0 724 30	Tirages BCEAO	3 419 000 000
	S/total IV	5 419 000 000
V -	Autres recettes exceptionnelles	
0 769 91	Recettes exceptionnelles (recouvrement de la CNLDEFF)	1 500 000 000
0 769 93	Autres Recettes diverses (TGN)	450 000 000
	S/total V	1 950 000 000
	Total recettes nouvelles	62 266 000 000

Art. 3 : Le montant total des prévisions de recettes du budget de l'Etat, au titre de l'année 2011, après cette rectification, s'élève à la somme de neuf cent trente trois milliards quarante un millions sept cent soixante dix huit mille quarante huit (933.041.778.048) francs CFA.

Les prévisions des recettes, au titre de l'année budgétaire 2011, après la présente rectification, font l'objet de l'annexe I jointe à la présente loi.

TITRE VI : EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET GENERAL

Art. 4 : Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2011, les prévisions de dépenses d'un montant de cent soixante six milliards deux cent quatre vingt douze millions deux cent dix sept mille deux cent vingt sept (166.292.217.227) francs CFA, conformément à la répartition ci-après, par titre et par section :

<i>Titre</i>	<i>Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
Titre 1 :		Dettes publiques	
	47	Ministère des finances	- 1 796 764 022
		Total des annulations de crédits du titre 1	- 1 796 764 022
Titre 2 :		Dépenses de personnel	
	00	Cour d'Etat	-150 000 000
	07	Cour constitutionnelle	-10 000 000
	10	Observatoire national des droits de l'Homme/LF	-60 000 000
	22	Cour des comptes	-69 000 000
	25	Ministère de l'intérieur/SP/D/AR	-2 150 000 000
	47	Ministère des finances	-356 308 348
	53	Ministère des transports	-120 000 000
	61	Ministère de l'éducation nationale/A/PLN	-6 400 000 000
	68	Ministère de l'urbanisme/L/A	-160 000 000
		Total des annulations de crédits du titre 2	- 9 475 308 348
Titre 3 :		Dépenses de fonctionnement	
	03	Cabinet du Premier ministre	-140 000 000
	05	Présidence	-281 000 000
	12	Ministère des affaires étrangères/C/IA/NE	-1 461 900 000
	15	Ministère de la défense nationale	-3 430 529 082
	17	Ministère de la justice	-23 215 951
	25	Ministère de l'intérieur/SP/D/AR	-1 419 830 186
	41	Ministère de la fonction publique et du travail	-34 000 000
	47	Ministère des finances	-4 795 192 400
	52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	-6 988 960
		Total des annulations de crédits du titre 3	- 10 593 156 579
Titre 4 :		Subventions et transferts	
	08	Ministère de la communication/NTIC	-50 000 000
	47	Ministère des finances	-17 443 283 739
	61	Ministère de l'éducation nationale	-700 000 000
		Total des annulations de crédits du titre 4	- 18 193 283 739
Titre 5 :		Investissements exécutés par l'Etat	
	03	Cabinet du Premier ministre	-497 946 657
	05	Présidence de la République	-2 763 587 045
	06	Ministère de l'enseignement supérieur	-260 000 000
	08	Ministère de la communication/NTIC	-600 000 000
	11	Ministère de la formation P/E	-1 979 900 000
	12	Ministère des affaires étrangères/C/IA/NE	-4 192 500 000
	15	Ministère de la défense nationale	-3 750 000 000
	17	Ministère de la justice	-595 342 866
	25	Ministère de l'intérieur/SP/D/AR	-2 027 004 757
	33	SP/CSRD	-50 000 000
	47	Ministère des finances	-54 258 381 738
	53	Ministère des transports/T	-285 027 140
	54	Ministère de l'agriculture	-12 461 125 582
	58	Ministère de l'équipement	-17 428 474 498
	59	Ministère des mines et de l'énergie	-272 475 871
	61	Ministère de l'éducation nationale	-2 596 116 201
	62	Ministère de l'hydraulique/E	-14 518 912 510
	64	Ministère de la santé publique	-4 413 606 520
	68	Ministère de l'urbanisme/L/A	-1 750 000 000
	69	Ministère de la population/PF/PE	-1 495 945 034
		Total des annulations de crédits du titre 5	-126 233 704 539
		Total des annulations de crédits	- 166 292 217 227

La répartition par titre des annulations de crédits se présente comme suit dans le tableau ci-après :

Tableau n° 1 : Répartition par titre des annulations de dépenses

<i>Titres</i>	<i>Montants</i>
T. 1 : Dette publique	- 1 796 764 022
T. 2 : Dépenses de personnel	- 9 475 308 348
T. 3 : Dépenses de fonctionnement	- 10 593 156 579
T. 4 : Subventions et transferts	- 18 193 283 739
T. 5 : Investissements exécutés par l'Etat	-126 233 704 539
Total général	- 166 292 217 227

Le détail des annulations de crédits est joint en annexe II.

Art. 5 : Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2011, les prévisions de dépenses d'un montant de quatre vingt douze milliards six cent soixante dix sept millions neuf cent vingt trois mille trois cent quarante deux (92.677.923.342) francs CFA, conformément à la répartition ci-après, par titre et par section :

<i>Titre</i>	<i>Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
Titre	2 :	Dépenses de personnel	
	01	Assemblée nationale	703 176 237
	02	Conseil supérieur de la communication	30 000 000
	03	Cabinet du Premier ministre	18 000 000
	05	Présidence de la République	390 000 000
	06	Ministère de l'enseignement supérieur/RS	16 000 000
	08	Ministère de la communication/NTIC	120 000 000
	09	Ministère de la jeunesse, des sports/culture	58 000 000
	11	Ministère de la formation professionnelle/E	107 000 000
	12	Ministère des affaires étrangères/C/IA/NE	520 000 000
	15	Ministère de la défense nationale	1 200 000 000
	16	CESOC	81 000 000
	17	Ministère de la justice	770 000 000
	41	Ministère de la fonction publique et du travail	80 000 000
	47	Ministère des finances	2 000 000 000
	52	Ministère du commerce/PSP	58 000 000
	54	Ministère de l'agriculture	957 377 575
	58	Ministère de l'équipement	370 000 000
	59	Ministère des mines et de l'énergie	155 000 000
	62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	188 000 000
	64	Ministère de la sante publique	1 554 977 064
	69	Ministère de la population/PF/PE	98 777 472
		Total des ouvertures de crédits du titre 2	9 475 308 348

<i>Titre</i>	<i>Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
Titre	3 :	Dépenses de fonctionnement	
	01	Assemblée nationale	6 035 956 465
	03	Cabinet du Premier ministre	20 000 000
	05	Présidence de la République	500 000 000
	12	Ministère des affaires étrangères/C/IA/NE	479 439 374
	13	Ministère du plan/AT/DC	218 729 000
	15	Ministère de la défense nationale	1 898 091
	16	CESOC	150 546 681
	17	Ministère de la justice	23 215 951
	19	Haute cour de justice	96 968 159
	25	Ministère de l'intérieur/SP/D/AR	450 000 000
	41	Ministère de la fonction publique et du travail	19 449 094
	47	Ministère des finances	3 828 291 198
	52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	3 494 480
	55	Ministère de l'élevage	296 666 000
		Total des ouvertures de crédits du titre 3	12 124 654 493
Titre	4 :	Subventions et transferts	
	01	Assemblée nationale	1 010 252 408
	16	CESOC	20 060 551
	19	Haute Cour de justice	6 432 654
	25	Ministère de l'intérieur/SP/D/AR	421 492 690
	41	Ministère de la fonction publique et du travail	14 550 906
	47	Ministère des finances	55 496 764 022
		Total des ouvertures de crédits du titre 4	56 969 533 231
Titre	5 :	Investissements exécutés par l'Etat	
	01	Assemblée nationale	688 733 078
	05	Présidence de la République	875 188 000
	06	Ministère de l'enseignement supérieur/RS	260 000 000
	12	Ministère des affaires étrangères/C/IA/NE	25 000 000
	16	CESOC	20 000 000
	19	Haute cour de justice	15 599 187
	47	Ministère des finances	2 065 631 377
	58	Ministère de l'équipement	7 899 000 000
	61	Ministère de l'éducation nationale	800 000 000
	62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	1 037 358 120
	64	Ministère de la santé publique	300 000 000
	69	Ministère de la population/PF/PE	121 897 508
		Total des ouvertures de crédits du titre 5	14 108 407 270
		Total des ouvertures de crédits	92 677 923 342

La répartition par titre des ouvertures de crédits apparaît à travers le tableau ci-après :

Tableau n° 2 : Repartition des ouvertures de crédits par titre :

T. 1 : Dette publique	0
T. 2 : Dépenses de personnel	9 475 308 348
T. 3 : Dépenses de fonctionnement	12 124 654 493
T. 4 : Subventions et transferts	56 969 533 231
T. 5 : Investissements exécutés par l'Etat	14 108 407 270
Total ouvertures	92 677 923 342

Le détail des ouvertures de crédits est joint en annexe III.

Art. 6 : A l'issue de ces différentes opérations, les prévisions de dépenses, au titre du budget général 2011 sont arrêtées à la somme de neuf cent trente trois milliards quarante un millions sept cent soixante dix huit mille quarante huit (933.041.778.048) francs CFA, répartie par titre comme suit :

Tableau n° 3 : Répartition par titre des crédits après rectification :

<i>Titres</i>	<i>Montants</i>	<i>Variations</i>
T. 1 : Dette publique	55 234 202 443	-1 796 764 022
T. 2 : Dépenses de personnel	122 618 018 260	0
T. 3 : Dépenses de fonctionnement	96 627 535 061	1 531 497 914
T. 4 : Subventions	313 194 961 989	38 778 269 492
T. 5 : Investissements	345 367 060 295	-112 125 297 269
Total général	933 041 778 048	-73 614 293 885

TITRE VII : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Art. 7 : Les prévisions de recettes et de dépenses du compte spécial du trésor « Fonds d'investissement prioritaires » sont ramenées à sept milliards sept cent cinquante sept millions sept cent quatre vingt dix sept mille cinq cent quatre vingt quatorze (7.757.797.594) francs CFA, soit une annulation de trois milliards deux cent quarante deux millions deux cent deux mille quatre cent six (3.242.202.406) francs CFA.

Art. 8 : La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 08 juin 2011

Le Président de la République, Chef de l'Etat

Issoufou Mahamadou

Le Premier ministre

Brigi Rafini

Le ministre des finances

Ouhoumoudou Mahamadou

ANNEXE I : DETAIL PREVISIONS DES RECETTES LFR1_2011 (EN FRANCS CFA)

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>			<i>LFR1_ 2011</i>
TITRE 0	RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT			
Article	12	Dons projets et legs		
Paragraphe	121	Dons projets des institutions internationales mondiales		
0	121	11	Dons et Legs	143 221 000 000
<i>Total paragraphe 121</i>				<i>143 221 000 000</i>
Paragraphe	125	Fonds de concours		
0	125	10	Dettes rétrocedées	20 150 000 000
0	125	30	Aides budgétaires	54 971 000 000
0	125	31	Appui mise en œuvre PDDE (Fonds communs)	7 170 653 136
0	125	34	Appui au secteur rural (Danemark)	2 212 477 000
<i>Total paragraphe 125</i>				<i>84 504 130 136</i>
Total article 12				227 725 130 136
Article	15	Tirages sur emprunts projets		
Paragraphe	151	Emprunts projets multilatéraux		
0	151	10	Emprunts projets	61 065 957 912
<i>Total paragraphe 151</i>				<i>61 065 957 912</i>
Total article 15				61 065 957 912
Article	16	Emprunts programmes		
Paragraphe	161	Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux		
0	161	10	Tirage sur le FMI	7 200 000 000
0	161	20	Ressources P.A.S	26 000 000 000
0	161	23	Banque africaine de développement	10 633 000 000
<i>Total paragraphe 161</i>				<i>43 833 000 000</i>
Total article 16				43 833 000 000
Article 23	Immeubles			
Paragraphe	232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)		
0	232	10	Vente d'immeubles bâtis	439 000 000
<i>Total paragraphe 232</i>				<i>439 000 000</i>
Total article 23				439 000 000
Article	71	Recettes fiscales		
Paragraphe	711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital		
0	711	10	Impôt sur les bénéfices (ISB)	65 121 000 000
0	711	30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	5 590 000 000
0	711	40	Amendes et confiscations de la DGI	2 403 000 000
0	711	50	Amendes et pénalités trésor	50 000 000
<i>Total paragraphe 711</i>				<i>73 164 000 000</i>
Paragraphe	712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations		
0	712	10	Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	21 978 000 000
0	712	20	Impôt général sur le revenu (I.G.R)	73 000 000
<i>Total paragraphe 712</i>				<i>22 051 000 000</i>
Paragraphe	713	Impôts sur le patrimoine		
0	713	10	Taxe Immobilière	4 965 000 000
0	713	40	Taxe spéciale sur la plus value immobilière	1 099 000 000
<i>Total paragraphe 713</i>				<i>6 064 000 000</i>

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>LFR1_ 2011</i>
Paragraphe	715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	
0	715	11 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	162 832 000 000
0	715	30 Taxe unique sur les assurances	1 694 000 000
0	715	41 Taxe différentielle sur les véhicules à moteur	1 589 000 000
0	715	43 Taxe sur les recettes des loteries(TRL)	2 186 000 000
0	715	44 Taxe sur les jeux de hasard(TJH)	322 000 000
0	715	51 Taxe d'apprentissage (TAP)	1 257 000 000
0	715	52 Patente synthétique (PS)	1 060 000 000
0	715	53 Permis de chasse et de visite	3 000 000
0	715	54 Taxe sur les armes à feu(TAF)	39 000 000
0	715	55 Droits miniers	1 319 000 000
0	715	57 Droit d'occupation du domaine public	717 000 000
0	715	61 Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)	984 000 000
0	715	62 Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	5 647 000 000
0	715	63 Autres droits d'accises	2 719 000 000
0	715	64 Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes(TFEAR)	76 000 000
0	715	65 Taxe sur la publicité commerciale extérieure(TPCE)	46 000 000
0	715	80 Taxe d'utilisation des réseaux de télécommunication(TURT)	3 500 000 000
0	715	91 Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	2 387 000 000
0	715	92 Redevances minières(RM)	16 609 000 000
<i>Total paragraphe 715</i>			<i>204 986 000 000</i>
Paragraphe	716	Droits de timbre et d'enregistrement	
0	716	10 Droits de timbre	4 332 000 000
0	716	20 Droits d'enregistrement	11 225 000 000
<i>Total paragraphe 716</i>			<i>15 557 000 000</i>
Paragraphe	717	Droits et taxes à l'importation	
0	717	10 Droits de douane à l'importation (DD)	36 635 000 000
0	717	20 Redevance statistique à l'importation(RSI)	7 240 000 000
0	717	21 Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)	137 436 000 000
0	717	30 Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	10 262 000 000
0	717	50 Amendes et confiscations en douane	462 000 000
<i>Total paragraphe 717</i>			<i>192 035 000 000</i>
Paragraphe	718	Droits et taxes à l'exportation	
0	718	10 Redevance statistique à l'exportation (RSE)	1 567 000 000
0	718	20 Taxe spéciale à la réexportation (TSR)	27 523 000 000
<i>Total paragraphe 718</i>			<i>29 090 000 000</i>
Paragraphe	719	Autres recettes fiscales	
0	719	50 Recettes portuaires	3 500 000 000
0	719	60 Prélèvements p/c collectivités	6 713 000 000
<i>Total paragraphe 719</i>			<i>10 213 000 000</i>
Total article 71			553 160 000 000

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>LFR1_2011</i>
Article	72	Recettes non fiscales	
Paragraphe	721	Revenus de l'entreprise et du domaine	
0	721	10 Retenue pour logements	18 000 000
0	721	20 Permis de coupe de bois	22 000 000
0	721	30 Recettes des régies forestières	153 000 000
0	721	40 Location d'immeubles	85 000 000
0	721	50 Publicité foncière	363 000 000
0	721	60 Concessions provisoires	59 000 000
0	721	70 Concessions définitives	39 000 000
0	721	80 Bornage des terrains	25 000 000
<i>Total paragraphe 721</i>			<i>764 000 000</i>
Paragraphe	722	Droits et frais administratifs	
0	722	10 Droit de chancellerie	10 000 000
0	722	20 Présidence/ Journal Officiel et Publication	33 000 000
<i>Total paragraphe 722</i>			<i>43 000 000</i>
Paragraphe	723	Amendes et condamnations pécuniaires	
0	723	10 Amendes et frais de justice	68 000 000
0	723	20 Amendes et pénalités Police	420 000 000
0	723	30 Amendes et pénalités Gendarmerie	660 000 000
0	723	40 Amendes et saisies forêts et chasse	19 000 000
<i>Total paragraphe 723</i>			<i>1 167 000 000</i>
Paragraphe	724	Produits financiers	
0	724	11 Domaine mobilier	14 000 000
0	724	20 Dividendes	13 894 000 000
0	724	30 Tirage BCEAO	3 419 000 000
0	724	95 Commission de transfert BCEAO	2 500 000 000
0	724	96 Intérêts créditeurs BCEAO	1 500 000 000
<i>Total paragraphe 724</i>			<i>21 327 000 000</i>
Paragraphe	729	Autres recettes non fiscales	
0	729	10 Prélèvements sur les honoraires des greffiers et huissiers (DGTCP)	12 000 000
0	729	11 Greffiers et huissiers DGI	3 000 000
0	729	95 Recettes diverses (5èmes jeux de la francophonie)	200 000 000
<i>Total paragraphe 729</i>			<i>215 000 000</i>
Total article 72			23 516 000 000
Article 76	Recettes exceptionnelles		
Paragraphe	769	Autres recettes exceptionnelles	
0	769	90 Ressources PPTE	16 775 690 000
0	769	91 Recettes exceptionnelles (Recouvrement de la CNLDEFF)	5 500 000 000
0	769	92 Autres recettes diverses(DGI)	482 000 000
0	769	93 Autres recettes diverses(TGN)	545 000 000
<i>Total paragraphe 769</i>			<i>23 302 690 000</i>
Total article 76			23 302 690 000
Total titre 0			933 041 778 048
Total général			933 041 778 048

ANNEXE II : DETAIL DES DEPENSES BUDGET LFR1_2011 (EN FRANCS CFA)

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
TITRE 1	AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES	
Section 47	Ministère des finances	
Structure 47912110400	Dettes publiques	
Article 15	Amortissements des emprunts projets	
<i>Paragraphe</i>	<i>151 Emprunts projets multilatéraux</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 151 10	BADEA	1 041 406 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 151 10	FS-OPEP	2 681 872 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 151 10	IDA	1 797 701 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 151 10	FGECE	61 951 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 151 10	BID	462 918 000
Total 151		6 045 848 000
<i>Paragraphe 153</i>	<i>Emprunts projets auprès des Gouvernements non affiliés au Club de Paris</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 3 47 11 153 20	LAFB	106 798 000
Total 153		106 798 000
<i>Paragraphe 158</i>	<i>Conventions à paiements différés</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 158 10	Convention à paiements différés	16 775 690 000
Total 158		16 775 690 000
Total 15		22 928 336 000
Article 16	Amortissements des emprunts programmes	
<i>Paragraphe 161</i>	<i>Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 161 10	Commission UEMOA	629 854 000
Total 161		629 854 000
Total 16		629 854 000
Article 17	Amortissements des autres emprunts	
<i>Paragraphe 176</i>	<i>Autres emprunts intérieurs</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 11	Remboursements BCEAO	1 759 184 069
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 20	Réparations civiles et contentieux	2 500 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 90	CADIE	10 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 92	Dettes postales	161 000 000
Total 176		14 420 184 069
Total 17		14 420 184 069

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Article 65	Intérêts et frais financiers		
<i>Paragraphe</i>	<i>651</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette multilatérale</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 651 10		IDA	1 450 955 000
1 47 9 1 2 11 04 00 9 98 11 651 10		BIDC	101 523 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 651 10		FGECE	7 733 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 651 10		FS-OPEP	286 033 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 10		FMI	2 309 592 056
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 10		FIDA	145 769 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 651 10		BADEA	1 115 052 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 10		FAD	880 270 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 651 10		Commission UEMOA	42 515 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 10		BOAD	2 304 782 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 651 10		BID	1 474 163 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 20		FIDA	90 178 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 20		BOAD	1 047 662 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 20		FMI	111 716 567
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 20		FAD	631 192 000
<i>Total 651</i>			<i>11 999 135 623</i>
<i>Paragraphe 653</i>		<i>Intérêts et frais financiers - dette bilatérale auprès des gouvernements non affiliés au Club de Paris</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 9 96 11 653 10		EXIM-Inde	251 915 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 57 11 653 10		FADDEA	73 159 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 41 11 653 10		FSD	406 170 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 40 11 653 10		FKDEA	216 317 121
1 47 9 1 2 11 04 00 3 34 11 653 10		Algérie	87 167 100
<i>Total 653</i>			<i>1 034 728 221</i>
<i>Paragraphe 657</i>		<i>Intérêts et frais financiers - dette intérieure</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 10		Intérêts BCEAO	1 842 964 530
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 11		Intérêts bons de trésor	1 300 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 12		Intérêts emprunts et obligations	1 079 000 000
<i>Total 657</i>			<i>4 221 964 530</i>
Total 65			17 255 828 374
Total 1			55 234 202 443
Total 47			55 234 202 443
Total 1			55 234 202 443
Total général			55 234 202 443

TITRE 2 DÉPENSES DE PERSONNEL

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 00	Cour d'Etat	
Structure 00111010000	Présidence de la Cour suprême	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 00 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	6 761 204
<i>Total 611</i>		6 761 204
Total 61		6 761 204
Total 2		6 761 204
Total 00		6 761 204
Section 01	Assemblée nationale	
Structure 01111010000	Présidence de l'Assemblée nationale	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	329 143 662
<i>Total 611</i>		329 143 662
<i>Paragraphe 613</i>	<i>Primes et indemnités</i>	
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 22	Indemnités de fonctions politiques et administratives	254 212 434
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 23	Primes de session	68 649 525
<i>Total 613</i>		322 861 959
<i>Paragraphe 614</i>	<i>Cotisations sociales</i>	
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 00	Cotisation CNSS	19 267 542
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 10	Fonds national de retraite	19 653 039
<i>Total 614</i>		38 920 581
<i>Paragraphe 616</i>	<i>Prestations familiales</i>	
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 616 10	Allocations familiales	12 250 035
<i>Total 616</i>		12 250 035
Total 61		703 176 237
Total 2		703 176 237
Total 01		703 176 237
Section 02	Observatoire national de la communication	
Structure 02111010000	Présidence de l'Observatoire national de la communication	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 02 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	132 740 154
<i>Total 611</i>		132 740 154
Total 61		132 740 154
Total 2		132 740 154
Total 02		132 740 154

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 03	Cabinet du Premier ministre	
Structure 03111010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 03 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	562 282 200
<i>Total 611</i>		562 282 200
Total 61		562 282 200
Total 2		562 282 200
Total 03		562 282 200
Section 05	Présidence de la République	
Structure 05111010000	Direction de cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 05 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 311 947 399
<i>Total 611</i>		1 311 947 399
Total 61		1 311 947 399
Total 2		1 311 947 399
Total 05		1 311 947 399
Section 06	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	
Structure 06411010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 06 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	12 015 568 348
<i>Total 611</i>		12 015 568 348
Total 61		12 015 568 348
Total 2		12 015 568 348
Total 06		12 015 568 348
Section 07	Cour constitutionnelle de la Transition	
Structure 07111010000	Présidence de la Cour constitutionnelle	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 07 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	187 041 070
<i>Total 611</i>		187 041 070
Total 61		187 041 070
Total 2		187 041 070
Total 07		187 041 070

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information, chargé des relations avec les institutions	
Structure 08711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 08 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	408 802 800
<i>Total 611</i>		408 802 800
Total 61		408 802 800
Total 2		408 802 800
Total 08		408 802 800
Section 09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	
Structure 09511010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 09 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 074 363 700
<i>Total 611</i>		1 074 363 700
Total 61		1 074 363 700
Total 2		1 074 363 700
Total 09		1 074 363 700
Section 10	Observatoire national des droits de l'Homme et des libertés fondamentales	
Structure 10111020000	Secrétariat permanent	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 10 1 1 1 02 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	65 114 235
<i>Total 611</i>		65 114 235
Total 61		65 114 235
Total 2		65 114 235
Total 10		65 114 235
Section 11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	
Structure 11511010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 11 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	389 245 156
<i>Total 611</i>		389 245 156
Total 61		389 245 156
Total 2		389 245 156
Total 11		389 245 156

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	
Structure 12111010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 12 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	4 698 877 532
<i>Total 611</i>		4 698 877 532
Total 61		4 698 877 532
Total 2		4 698 877 532
Total 12		4 698 877 532
Section 15	Ministère de la défense nationale	
Structure 15211010000	Cabinet MDN	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 15 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	18 127 524 045
<i>Total 611</i>		18 127 524 045
Total 61		18 127 524 045
Total 2		18 127 524 045
Total 15		18 127 524 045
Section 16	Conseil économique, social et culturel	
Structure 16111010000	Conseil économique, social et culturel	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 16 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	81 000 000
<i>Total 611</i>		81 000 000
Total 61		81 000 000
Total 2		81 000 000
Total 16		81 000 000
Section 17	Ministère de la justice, garde des sceaux et, porte parole du Gouvernement	
Structure 17211010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 17 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	2 880 482 000
<i>Total 611</i>		2 880 482 000
Total 61		2 880 482 000
Total 2		2 880 482 000
Total 17		2 880 482 000

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFRI_2011</i>
Section 22	Cour des comptes	
Structure 22111010000	Présidence de la Cour des comptes	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 22 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	244 914
Total 611		244 914
Total 2		244 914
Total 22		244 914
Section 25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	
Structure 25311010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 25 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 124 835 693
Total 611		14 124 835 693
Total 61		14 124 835 693
Total 2		14 124 835 693
Total 25		14 124 835 693
Section 41	Ministère de la fonction publique et du travail	
Structure 41311010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 41 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	576 212 507
Total 611		576 212 507
Total 61		576 212 507
Total 2		576 212 507
Total 41		576 212 507
Section 47	Ministère des finances	
Structure 47311010000	Cabinet/ME/F	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	6 781 841 176
Total 611		6 781 841 176
Paragraphe 619	Autres dépenses de personnel et dépenses de personnel non ventilées	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 619 90	Rémunération membres du gouvernement	680 625 000
Total 619		680 625 000
Total 61		7 462 466 176
Total 2		7 462 466 176
Total 47		7 462 466 176

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	
Structure 52811010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 52 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	435 665 200
<i>Total 611</i>		435 665 200
Total 61		435 665 200
Total 2		435 665 200
Total 52		435 665 200
Section 53	Ministère des transports	
Structure 53711010000	Cabinet/ministère des transports	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 53 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	35 509 200
<i>Total 611</i>		35 509 200
Total 61		35 509 200
Total 2		35 509 200
Total 53		35 509 200
Section 54	Ministère de l'agriculture	
Structure 54811010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 54 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	4 296 824 478
<i>Total 611</i>		4 296 824 478
Total 61		4 296 824 478
Total 2		4 296 824 478
Total 54		4 296 824 478
Section 58	Ministère de l'équipement	
Structure 58711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 58 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 129 049 335
<i>Total 611</i>		1 129 049 335
Total 61		1 129 049 335
Total 2		1 129 049 335
Total 58		1 129 049 335

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 59	Ministère des mines et de l'énergie	
Structure 59711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 59 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements salaires fonctionnaires	568 363 422
<i>Total 611</i>		568 363 422
Total 61		568 363 422
Total 2		568 363 422
Total 59		568 363 422
Section 61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	
Structure 61411010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 61 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	34 421 161 385
<i>Total 611</i>		34 421 161 385
Total 61		34 421 161 385
Total 2		34 421 161 385
Total 61		34 421 161 385
Section 62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	
Structure 62711010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 62 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	2 594 033 246
<i>Total 611</i>		2 594 033 246
Total 61		2 594 033 246
Total 2		2 594 033 246
Total 62		2 594 033 246
Section 64	Ministère de la santé publique	
Structure 64611010000	CAB/MSP	
Article 61	Dépenses de personnel	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 64 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	13 626 011 296
<i>Total 611</i>		13 626 011 296
Total 61		13 626 011 296
Total 2		13 626 011 296
Total 64		13 626 011 296

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LFR1_2011</i>
Section 68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	
Structure 68711010000	Cabinet/ministère de l'urbanisme, habitat/DFP	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 68 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	28 832 600
Total 611		28 832 600
Total 61		28 832 600
Total 2		28 832 600
Total 68		28 832 600
Section 69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	
Structure 69611010000	Cabinet du ministère de la population et des réformes sociales	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 69 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	673 882 728
Total 611		673 882 728
Total 61		673 882 728
Total 2		673 882 728
Total 69		673 882 728
Total 2		122 618 018 260